

13

# informations correspondance ouvrières

Regroupement, Inter Entreprise

## SOMMAIRE

### LES EVENEMENTS

Discussions et lettres de camarades  
Réflexion sur la situation actuelle  
Replacer les événements dans leur contexte

### UNE VOIX ETRANGERE

sur la lutte de Decazeville

### NOTE DE LECTURE

Présence du syndicalisme libertaire

### LIAISONS

Réunion inter entreprise  
Correspondance  
Des travailleurs en lutte

LE NUMÉRO

0,30 NF

mensuel

Numéro 5

FEVRIER 1968

## les événements

Les manifestations des 8 et 13 février sont au centre des discussions. Elles peuvent paraître dépassées par les événements. Mais en fait, elles débordent largement leur cadre particulier et permettent de saisir leur sens par rapport au mouvement ouvrier.

### QUE SIGNIFIENT les "GRANDIOSES OBSEQUES" du 13 FEVRIER?

Voici les positions exprimées par les camarades d'entreprise:

- Un métallo O.S.-Renault: " J'y suis allé, mais presque à regret. Cette marche funèbre n'apporte rien. Ça m'a vraiment fait mal au ventre de me retrouver derrière les Thorez et les Mendès-France. Et tous ceux qui étaient là les retrouvera-t-on demain pour une lutte ouvrière? Comme m'a dit un ouvrier: "tu vois, ils pensent si la cantine sera ouverte ou fermée ". En fin de compte, c'est un encadrement encore plus grand des travailleurs. Il n'y a qu'à voir la déclaration au dernier Comité Central du P.C. sur la "nécessité de renforcer le service d'ordre du parti ".

Ce même camarade avait développé son opinion dans Tribune Ouvrière Renault-Janvier 62, à propos de la manifestation du 19 décembre:

"...les manifestations des mois de décembre et de janvier ont pour but de rassembler le plus de monde possible pour demander au gouvernement de prendre des mesures contre l'O.A.S., mais à la fin du compte, le véritable but est le soutien du gouvernement "contre le fascisme". Aujourd'hui, le P.C. prétend que l'O.A.S. c'est le fascisme, et que celle-ci veut instaurer ce régime en France. Or le PC a toujours pactisé avec le fascisme QUAND CELA SERVAIT SES INTERETS: en 1934 en Allemagne, en 1939 par le pacte Molotov-Ribbentrop pour le partage de la Pologne, en 1954 par la lutte contre la C.E.D. avec Soustelle. Mais le plus grotesque est la façon qu'a le P.C. de baptiser n'importe quoi de fasciste. Des ouvriers sont en désaccord avec lui? C'est des fascistes. Tito n'accepte pas la dictature de Staline? C'est un fasciste. Le 28 MAI 1958, aux cris du "Fascisme ne passera pas" nous avons marché de la Nation à la République: il s'agissait alors de la prise du pouvoir par De Gaulle. Et aujourd'hui pour défendre ce même gouvernement gaulliste, on crie de plus belle: "Le fascisme ne passera pas". Si la plupart des travailleurs se désintéressent actuellement de la lutte "anti-fasciste" c'est parce qu'ils n'y comprennent plus rien: c'est parce que l'anti-fascisme est une fumisterie .

"... Après tout cela, l'O.A.S. peut assassiner, plastiquer en toute liberté, car ils se savent impunis; ils sont partie intégrante de ce qu'on appelle "le beau monde" et de l'armée française. Les gens de l'O.A.S. sont connus du pouvoir gaulliste. Ils collaborent ensemble au maintien en Algérie de la "civilisation française". Non l'O.A.S. n'est pas le fascisme car la bourgeoisie française n'a pas besoin de fascisme actuellement, elle est capable de nous exploiter sans fascisme. "

- un employé, comptable en usine: "un vieux délégué ouvrier CGT (oppositionnel du PC) de ma boîte n'y est pas allé, n'a pas débrayé et m'a dit: " quand on voit au dos du tract appelant aux obsèques "en accord avec la Préfecture de Police" on comprend tout de suite le sens de la manifestation ". Cependant, la réalité est beaucoup plus complexe.

- le camarade de Bordeaux (Dassault): " A Bordeaux, il y a eu un rassemblement important à la Bourse du Travail, qui répondait à une réaction assez spontanée contre la violence de la police. Mais l'exploitation tapageuse du P.C. a donné lieu à une véritable mise en scène (catafalques, portraits, discours des seules organisations communistes).

- un camarade de Jeumont (technicien): " il ne faut pas chercher dans les manifestations "une pureté révolutionnaire". On constatera toujours cette ambiguïté. Si nous participons, ce n'est pas pour marcher derrière quelqu'un, mais pour nous-mêmes en tant que travailleurs.

- lettre d'un camarade postier: " Je pense que sur la situation, les communistes ont eu leurs morts, les socialistes leur manifestation ; il faut bien prendre position pour un éventuel changement de gouvernement; de son côté, le gouvernement et les futurs gouvernants ne sont pas mécontents de voir une telle foule participer à une telle mystification. Jusque là les travailleurs se trouvaient éparpillés dans la nature, ils réagissaient ou pouvaient réagir de façon anarchique, là, grâce à ce mouvement, syndicats ou partis vont récupérer des éléments, les encadrer et, dans quelques mois, lorsque cela sera nécessaire, il sera plus facile de manier, de manoeuvrer cette foule.

" Dans les ITT, nous avons fait grève de 24h le 13 février à l'appel des trois organisations syndicales. Dans le bureau, sur le plan général, il y a eu environ 20% de cadres qui ont débrayé et 80% pour les trieurs et préposés. Dans le service où je suis, sur une trentaine, douze sont restés, il y a quatre auxiliaires de 18 ans qui sont là depuis le 16 décembre, et naturellement ils ont peur, à mon avis, ils ne peuvent compter ( dans les chiffres administratifs, évidemment ils comptent toujours pour diminuer le pourcentage des grévistes). Les autres, il y en a quatre qui sont nettement "Algérie Française", ils ne le disent pas, ils ne font pas de propagande, mais nous le savons par leurs réactions; ce qui est curieux c'est que tous les quatre sont cotisants à la grande centrale CGT ( il est vrai que le délégué de ce service CGT est un ancien para). Donc pour les quatre Algérie Française: l'un a cinquante ans, il revient d'Alger depuis deux ans, il a été postier là-bas 25 ans et cela compte sur sa mentalité; un autre a 35 ans, c'est un ancien enfant de troupe, qui a fait l'Indochine; le troisième a 39 ans, il a quitté l'armée en 1959, il a fait l'Allemagne en 1945, et tout le reste ensuite; le quatrième a 25 ans, il n'a jamais caché ses opinions d'extrême droite, et c'est le plus sympathique. (Ce qu'il y a d'intéressant, c'est que pour le boulot ( injustice, rendement, chronométrage, etc...) les camarades, même ces huit qui n'ont pas fait grève, débrayent immédiatement, avec les autres, ce qui rend fous nos supérieurs ). Il est clair que ce noyau a permis aux autres de rester, c'était une occasion unique. Je ne veux pas en tant que "chef" les influencer, le camarade de la CFTC les aurait certainement entraînés mais il a depuis huit jours une angine; ce qui est curieux c'est que les gars de la CGT n'ont rien essayé, ils sont partis sans explication, sans discussion avec les autres (ils étaient évidemment mal placés puisque quatre de leurs moutons restaient au travail, il semble bien qu'ils ne voulaient pas insister, il n'y a pas de représen-

tant CGTFO dans mon coin. Ceux qui sont partis n'ont pas fait grève pour les victimes, mais simplement en disant: " il y a longtemps qu'ils nous emmerdent (gouvernement et Administration) c'est une excellente occasion de leur montrer ". Un autre fait ridicule, la CGT a fait une collecte pour la couronne, limitée à 50 anciens francs par tête de pipe !!!

-Réflexions sur la situation française actuelle:

(d'un camarade employé dans un service d'études et de documentation).

"Commençons par la manifestation du 8 février qui a fait 8 morts. Je n'y suis pas allé, car je ne lui voyais aucune utilité. Envoyer des militants disputer le pavé à la police ne me paraissait pas le bon moyen pour hâter la fin de la guerre d'Algérie, et pour décourager le terrorisme O.A.S. D'autant que je sentais, pour avoir participé à la précédente manifestation, qu'un certain nombre de manifestants n'avaient pas digéré le "tabassage" de l'autre fois, et qu'il y aurait de la revanche dans l'air, c'est-à-dire de nombreuses chances pour que ça tourne mal. D'autre part, le mot d'ordre était parti du P.C. et l'on voyait bien que les intentions de ce parti, après une attitude si longtemps molle et équivoque, étaient essentiellement opportunistes: voler au secours de la paix, et en même temps donner satisfaction aux jeunes du parti qui voulaient faire quelque chose. Je pensais aussi que ce genre de manifestation, en mettant un peu plus de confusion dans la situation, ferait plutôt le jeu de l'O.A.S.

" En fait, les choses ont tourné encore plus mal que je ne le craignais, puisqu'il y a eu 8 morts dans un mouvement de panique et de sadisme policier épouvantable. Mais en même temps, ces 8 morts sont venus changer les données de la situation, et bouleverser les calculs savants et mesquins de ces manieurs d'hommes que sont les appareils du gouvernement, de l'O.A.S., des partis.

" Car ces 8 morts, en même temps qu'ils faisaient naître une vague d'indignation (dont les conversations dans les ateliers, les bureaux et devant les kiosques laissent bien, le lendemain, pressager l'ampleur), ont fait sentir à beaucoup que le moment était venu pour faire quelque chose. Bien plus, ils ont donné l'occasion de faire quelque chose. Et voilà, me semble-t-il, pourquoi il y avait tant de monde à ces obsèques et pourquoi j'y suis allé moi-même avec quelques employés de mon bureau qui n'avaient jamais participé à aucune manifestation de rue.

" Si nous n'avions été que quelques milliers alignés derrière les catafalques, derrière les bonzes de la gauche, ceints de leurs écharpes tricolores, derrière la D.S. de Maurice Thorez, notre présence n'aurait pas eu plus de sens que celle de quelques milliers de manifestants à Charonne le 8 février. Mais voilà, nous étions à peu près un demi-million. Et ça, c'est quelque chose qu'on ne voit pas tous les jours, et qui ne peut pas ne pas avoir un sens.

" Ce sens, bien sûr, n'est pas très clair, et c'est pourquoi les "spécialistes" s'interrogent tant depuis le 13 février.

" Interrogeons-nous à notre tour, Et voyons d'abord ce que cette manifestation n'était pas.

" Elle n'était pas une approbation pour le Parti Communiste. Certes plusieurs des victimes étaient membres du Parti, et Maurice Thorez était là. Mais

les idées des participants, autant que j'ai pu m'en rendre compte en parlant autour de moi, étaient ailleurs. Pour beaucoup d'entre nous, Thorez est mort depuis longtemps et l'on se soucie fort peu de son fantôme.

" La manifestation ne marquait pas non plus, un renouveau d'engagement pour les partis de la gauche non communiste: la grande masse des participants les ignore, ou presque, et n'est pas près de se laisser embrigader dans l'un ou l'autre d'entre eux.

" La manifestation n'était pas une manifestation à caractère révolutionnaire. La masse des participants n'était animée d'aucune volonté de transformer radicalement la société, n'avait aucun objectif révolutionnaire. Et comment en serait-il autrement? L'ambiance générale n'a jamais été aussi peu révolutionnaire: la situation économique est relativement satisfaisante, le chômage est très faible, la plupart des adultes commencent à vivre, après la grande épreuve des années 1939-45. Ils se débattent avec des problèmes personnels: comment organiser leur cadre matériel, leur vie de couple, leurs relations avec leurs enfants, leurs loisirs; comment gagner l'argent qui conditionne tout le reste? La plupart ne connaissent du socialisme que les caricatures qu'en ont données le national-socialisme d'Hitler, ou le national-communisme de Staline. Les quelques rares qui ont cru au socialisme sont pris par l'ambiance générale et doutent. Oui, mais il y a les jeunes. C'est vrai. Certains sont prêts à tout casser et n'hésitent pas à tout casser. Et après? C'est de la révolte pure et simple, c'est-à-dire un ingrédient indispensable à la révolution, l'élément moteur par excellence de la révolution, mais qui, s'il ne s'intègre pas à un mouvement remuant le tréfonds de la société, ne peut déboucher sur rien.

" Et c'est bien ce que la situation actuelle a de déroutant. La guerre d'Algérie et le double terrorisme FLN-OAS ont créé un climat de violence qui est particulièrement propre à "émouvoir" la jeunesse mais qui ne paraît insuffisant pour créer une vague de fond sociale analogue à celle qu'a connue Paris à l'époque de la Commune, Moscou-Léninegrad en 1917, Berlin-Est en 1953, Budapest en 1956. Bien sûr on ne sait pas ce qu'il peut advenir si la situation continue à se détériorer, si la tension continue à monter. Pour le moment, il faut bien constater que le "climat" est très différent de celui qui a précédé les explosions que je viens d'évoquer.

" Ceci étant, la manifestation avait quand même un caractère positif.

" Elle était un désaveu des méthodes policières, de l'arbitraire gouvernemental, du terrorisme O.A.S., des querelles de partis.

" Elle était l'affirmative, vague mais profonde, de l'attachement du peuple français à un certain respect de l'homme et de ce qu'on appelle les principes fondamentaux.

" Elle était une sorte d'avertissement, qui semble avoir été assez bien entendu de divers côtés, à savoir que l'on ne peut pas éternellement et impunément, jouer avec les hommes comme avec des objets.

" Cela n'est peut-être pas considérable, quand on songe à ce que pourrions être une société sans classe, et sans exploitation. Mais dans la période

historique concrète que nous vivons, c'est déjà beaucoup, car c'est une sorte de coup d'arrêt à un néo-franquisme dont nous aurions eu autant de mal à nous remettre que nos camarades espagnols ont du mal à se remettre du franquisme lui-même.

### Replacer les événements dans leur contexte

(d'un camarade employé d'assurances)

L'exploitation politique de la fin de la guerre d'Algérie est évidente. Il n'est pas nécessaire de rappeler l'attitude des partis et notamment du PC au cours des sept années de guerre pour découvrir tout l'artifice des manifestations de dernière heure pour "imposer la paix" alors qu'elle est pratiquement faite.

Le PC ne voulait certainement pas les violences du 8 février. Quelle que soit l'origine de cette violence (réseaux OAS de police, réponse des jeunes qui en ont assez de se faire matraquer), le PC tient des martyrs qu'il exploite politiquement et qui lui redonnent, vis à vis des jeunes notamment, une façade "révolutionnaire". Les autres partis se sentent à leur tour "menacés politiquement", à la fois par de Gaulle (et sa paix) et par le PC (et ses martyrs); d'où l'attitude - purement électorale - de la SFIO, des radicaux, des syndicats.

La leçon, elle ne concerne pas les partis: ils sentent ce que chacun peut savoir déjà d'eux. Elle concerne les opportunistes de la "révolution" et de la lutte "pour l'indépendance de l'Algérie", tous ceux qui cherchaient constamment dans la situation la base d'une agitation, d'un dépassement des organisations dans les manifestations de masse. Comme si il suffisait "d'amorcer la violence" pour déclencher une réaction en chaîne à l'échelle du pays tout entier.

C'est finalement au PC, parti le mieux structuré politiquement, que profite toute cette agitation purement politique qui n'a aucune correspondance sociale profonde.

Pourtant, il existe une agitation sociale, mais elle est bien trop localisée, bien trop diffuse pour sous-tendre un mouvement révolutionnaire; elle est suffisante pourtant pour placer les partis et notamment le PC dans une situation délicate dans leurs rapports avec le pouvoir.

Dans les huit années de la guerre d'Algérie, il y a eu des poussées sociales, contre les conséquences de la guerre (mouvement des rappelés, des étudiants), pour des revendications de salaires (cheminots en 60, fonctionnaires en avril 61, cheminots et EDF en décembre 61); la grève de Decazeville, grève sur le tas de deux mois est significative d'un climat social.

Mais les organisations ont bloqué tous les mouvements revendicatifs: chacun peut voir qu'aujourd'hui tous les mouvements sociaux sont effacés derrière la "lutte contre l'OAS". Ce courant (assez fort, mais dont nous ne prétendons nullement qu'il soit puissant), renforcé par le courant général d'hostilité à la guerre, a été transformé en un mouvement politique diffus canalisé vers les manifestations contre la guerre, transformées à leur tour en manifestations contre l'OAS. C'est cette poussée des travailleurs, dispersée et divisée, mais aussi s'exprimant à la base des partis et des syndicats, qui a finalement forcé ceux-ci à organiser des manifestations de rue (manifestations politiques et non sociales comme la grève par exemple)

Le 27 Octobre 60, la CGT et le PC pouvaient refuser de s'associer à une manifestation et la dénoncer comme "provocation fasciste".

En décembre 61 et Janvier 62, ils sont contraints de s'associer ou d'organiser de telles manifestations. Il faut considérer les difficultés qui peuvent en résulter pour le P.C. Car si ces manifestations prennent trop d'ampleur ou débordent les organisations, elles risquent de faire apparaître la contradiction fondamentale du P.C: la soumission totale de son attitude sur le plan français intérieur, aux impératifs de la politique extérieure russe.

En ce sens, les manifestations du 19 décembre, ou du 8 février, risquaient peut-être de déborder "l'encadrement" (certains de nous en ont été témoins) Celle du 13 février, par son ampleur même peut amener à l'avenir une situation nouvelle: pour les travailleurs, la conscience d'une force agissante; pour les partis qui exploitent cette "révolte", l'obligation de se montrer sous leur visage réel, car ils ne peuvent satisfaire les espoirs mis en eux. L'étroitesse de la marge de manœuvre du P.C. apparaît clairement dans le rapport Ansart au Comité Central du P.C. du 10/2/62 (Humanité du 12/2) Passons sur la politique du parti qui n'attaque que Tapon et Frey et ne parle que "d'obliger le gouvernement à..." ou "imposer à..." c'est-à-dire en fin de compte confiance à De Gaulle.

Dans la lutte contre l'O.A.S. la logique même voudrait des groupes de protection qui se transformeraient éventuellement en groupes d'action puisque la carence du pouvoir est dénoncée constamment; et l'efficacité de la lutte voudrait une organisation de ces groupes. Mais il s'agit avant tout et surtout d'une "grande activité politique des comités dans les masses"... " cette lutte est totalement étrangère à toute idée d'agissement de petits groupes "...

Autrement dit, il ne faut pas former de groupes d'action capables de se substituer au pouvoir, mais agir politiquement, par les voies légales.

A voir comment le rapport proscrit toute action commune des comités anti-fascistes, comment il dénonce toute fédération de ces comités, on comprend la hantise qui lui fait écrire à propos des assises des comités de lycées et d'étudiants "... la prétention de régenter la lutte anti-fasciste et de la dévoyer vers des ordres aventuristes d'une ligue composée de quelques personnalités sans mandat... Les universitaires, les chercheurs, les étudiants, et lycéens n'ont nul besoin d'un état-major préfabriqué "...

On comprend d'autant mieux que des camarades des Voix Ouvrières ont été attaqués à la SAVIER à St Ouen, par un commando du PC, alors qu'ils distribuaient un tract affirmant que "la lutte contre l'O.A.S. ne peut se mener qu'indépendamment de tout recours à l'appareil d'Etat bourgeois".

Pour le PC, la légalité, la lutte politique légale seule compte: il ne faut de comités que politiques, il ne faut de directives que venant des partis. Tout ce qui risque d'avoir une autonomie propre, de sortir des jeux politiques traditionnels est à combattre, par la violence au besoin, ou à salir avec l'épithète de provocateurs ou de fascistes.

Le gouvernement garde à droite, le P.C. garde à gauche. Le statu-quo en France correspond au statu-quo mondial. Chacun espère que la fin de la guerre d'Algérie démobilisera les dangers, de l'O.A.S. pour le régime "républicain", d'une poussée sociale autonome pour partis et syndicats. En réalité la fin de la guerre lèvera beaucoup d'équivoques, et fera apparaître plus clairement les rapports réels du pouvoir et des "organisations ouvrières".

## decazeville

### UNE VOIX ETRANGERE SUR LA LUTTE de DECAZEVILLE

Nous publionsci-dessous un extrait assez étendu d'un article sur la grève des mineurs de Decazeville, paru dans la revue "Spartacus" en Hollande.

Les camarades hollandais se savaient mal informés de la situation, mais ils pouvaient commenter les informations qu'ils possédaient. Nous croyons que ce commentaire est assez intéressant pour les lecteurs français.

La première information sur les événements de Decazeville parue dans un journal hollandais le 5 janvier dernier relatait les impressions du correspondant parisien du journal "La Parole", après une visite au département de l'Aveyron. Ce que la revue Spartacus reproche c'est que son récit est largement incomplet. Il y a beaucoup de questions qu'on a envie de poser, auxquelles ce journaliste ne répond pas, et qui sont en rapport avec les problèmes que ce journaliste n'a pas vu, évidemment. "Spartacus" demande : " Comment la lutte a commencé ?" " Qui dirige?", "Quelle est l'attitude du mouvement syndical UGT, FO, et CFTC?" " Comment ceux qui se trouvent au fond, sont-ils ravitaillés?" " Comment les autorités ont-elles réagi aux événements?" " A-t-on formé un Comité de Lutte et si oui, comment est-il composé?" La revue remarque qu'elle ne sait rien de toutes ces questions, et qu'elle reviendra sur ces problèmes aussitôt mieux informée. Mais elle constate que les problèmes rencontrés à Decazeville sont les mêmes que ceux là rencontrés en Belgique, il y a 5 ans. Nous citons :

" Nous ne voulons pas dire que dans les deux cas nous rencontrons exactement les mêmes problèmes, mais à Decazeville, comme en Belgique, un certain groupe de mineurs est menacé par la fermeture des mines, et par conséquent par la perte de ses moyens d'existence. Entre ce qui s'est produit à Decazeville et dans le Borinage, il existe une différence énorme.

" En Belgique, en Février 59, on ne voyait nulle part d'occupation des mines. Le 13 février de cette année, la grève commença au puits "Le Crachet", à Frammeries, mais ensuite le syndicat travailliste belge s'empara de la situation; on utilisait la nervosité des ouvriers belges pour une campagne électorale, pour une action politique contre la coalition libérale chrétienne qui était au gouvernement, qui avait surtout le but de ranger la classe moyenne et autres couches sociales qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière belge, derrière le parti socialiste et de les mobiliser contre le gouvernement. Ce qui se développait c'était une démonstration purement politique restreinte dans sa durée, et le syndicat belge restait complètement indifférent aux intérêts des prolétaires. Hors la grève spontanée qui forçait les bureaucrates syndicaux à une action contre leur volonté, ils ne voulaient voir menacer leurs propres positions et celle de leur organisation, hors les bagarres entre les mineurs et la gendarmerie devant les barricades dans lesquelles, bien sûr, les bureaucrates ne se mêlaient pas, et sans compter une marche à Mons pour la libération des prisonniers toute l'action n'était pas autre chose qu'une collaboration organisée entre syndicats, intellectuels, et petits commerçants, dans un soi-disant Comité pour la défense du Borinage, dont le rôle se bornait à coller des affiches, à bluffer et à calmer les opinions.



"Quelle différence avec Decazeville, où on saisit l'arme de l'occupation des usines ! Voilà une arme qu'on n'a pas utilisée en Belgique depuis des années, même pas pendant la grande grève de décembre 60 à Janvier 61, grève dans laquelle on ne dépassait pas un seul moment les limites imposées par la société et l'ordre actuels; c'est vrai que les ouvriers interrompaient les transports publics et cessaient la production, mais pour le reste ils n'utilisaient pas des moyens de lutte caractéristiques de la classe ouvrière.

A ce moment, la situation était révolutionnaire en Belgique, mais dans le sens d'une révolution du 19<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire qu'on y sentait un romantisme des barricades mais pas de lutte d'une classe d'ouvriers salariés, pour le pouvoir.

De Decazeville, on ne peut pas dire cela. Bien sûr, la lutte des mineurs de Decazeville et les raisons de leur grève, ressemblent de très loin à une lutte pour le pouvoir. Ne s'agit-il pas d'une lutte pour garder sa propre maison, le scooter, la 2 CV, le charbon gratuit, l'assurance bon marché, les salaires relativement élevés? En effet ! Mais depuis quand une telle lutte pour le maintien d'un standard de vie une fois obtenu, n'est plus une lutte prolétarienne?

Dans nos yeux, c'est un romantisme de mauvais aloi de croire que des ouvriers qui chantent l'Internationale ou marchent sur Bruxelles, le poing levé, sont plus révolutionnaires que leurs camarades qui ne défendent que leur vie de tous les jours.

Veut-on nous dire que tout cela ne signifie qu'une défense des privilèges? Nous avons entendu cela. Mais pour nous c'est de l'hypocrisie ou de la bêtise de poser les problèmes d'une telle façon. C'est de l'hypocrisie quand ce sont les bureaucrates qui font un tel reproche; c'est de la bêtise quand cette objection est faite par des idéalistes qui ne sont pas contents avec la lutte pour l'amélioration de la vie, parce qu'ils ne rêvent que d'une culture prolétarienne, d'une morale prolétarienne, d'une sobriété prolétarienne, qui n'existent pas dans la réalité sociale, pour la raison très simple que celle-ci ne correspond pas à leur schématisation artificielle.

Croit-on sérieusement que les mineurs de Decazeville ont cessé d'être ouvriers parce qu'ils jouissaient de privilèges? Ce n'est pas le niveau des salaires qui décide si on est ouvrier ou non, mais les moyens par lesquels on obtient ces salaires; on est ouvrier par sa position dans la société. Les privilèges, c'est quelque chose de relatif, et il ne faut pas comparer ces privilèges avec la position des autres ouvriers, mais avec celle des responsables de la production, ou celle des membres de la classe dirigeante. On trouve des bureaucrates syndicaux qui gagnent moins qu'un ouvrier, mais qui ne sont pas des ouvriers malgré cela.

Les mineurs de Decazeville sont des ouvriers comme les mineurs du Borinage. Alors, pourquoi avons nous dit que la lutte à Decazeville est, dans un certain sens, une lutte pour le pouvoir? Est ce que nous voulons exprimer qu'à Decazeville, on envisageait, dès le commencement de la lutte, un conflit avec les forces armées de l'Etat? Au contraire, sans être au courant des événements exacts, nous osons dire que si quelqu'un avait affirmé cela, les ouvriers de Decazeville eussent été les premiers surpris et pas d'accord. On pourrait dire, avec plus de raison, que les mineurs du Hainaut pensaient en 1959 qu'ils commençaient une lutte révolutionnaire.

Les deux luttes dont nous parlons ici se trouvent dans une situation bien singulière. Les ouvriers du Borinage étaient convaincus qu'ils se trouvaient en conflit

profond avec la société capitaliste telle qu'elle est, les mineurs de Decazeville n'ont pas songé à cela un seul instant. Et alors? on se trompe quand on pense que l'opinion des grévistes eux-mêmes sur leur propre lutte est décisive pour son caractère.

Les ouvriers de la Staline Allée, à Berlin-Est, qui se mettaient en grève le 16 Juin 1953 pour protester contre la politique des salaires du gouvernement Ulbricht, étaient complètement inconscients que leur grève fut le prélude d'une tempête révolutionnaire; tempête qui ébranlait le régime du capitalisme d'Etat en 24 heures. Les ouvriers hongrois qui en Octobre 56 voulaient faire une démonstration de sympathie pour les polonais auprès de la statue du général Pem, ne savaient pas que cette démonstration serait le commencement des événements qui étaient encore plus révolutionnaires que ceux de Pologne; ils n'avaient pas l'idée que 24 heures plus tard, ils demanderaient un gouvernement Nagy, et que, encore 24 heures plus tard, un gouvernement Nagy serait un anachronisme dans les circonstances du moment. Pour finir les ouvriers de la Rhur qui saisirent les armes en 1920 pour défendre le gouvernement social-démocrate de Berlin menacé par un coup d'Etat de droite, seraient bien étonnés si on leur avait dit que leur insurrection attaquait le fondement social dans lequel le gouvernement trouvait sa base, et que par conséquent, le gouvernement ne serait pas à leur côté, mais que les social-démocrates au contraire seraient avec toutes les autres couches de la société contre l'action des ouvriers.

Si les mineurs du Borinage et les métallos de Charleroi se mettent en route pour une marche vers Bruxelles, et dans la capitale belge passent devant le Ministère de l'Intérieur, la menace de leur action est cependant très restreinte. La forteresse du capitalisme n'est pas un Jéricho. Les murs de cette ancienne ville furent détruits après que le peuple d'Israël en fit sept fois le tour et que les prêtres eurent fait sonner sept fois les trompettes. Bien sûr une marche sur Bruxelles peut avoir une signification révolutionnaire, mais pas quand on sait par avance qu'elle ne sera qu'un geste strictement loyal d'une opposition politique qui ne veut utiliser la marche des mineurs que pour ses propres buts.

Avec les ouvriers de Decazeville, c'est autre chose. Leur action n'est pas spectaculaire; ils luttent au fond, et sauf pendant les démonstrations, les rues de la ville sont vides. Avec la signification de la lutte, c'est le contraire. En occupant la mine les ouvriers attaquent les relations de propriété capitaliste. Le font-ils parce qu'ils ont une "certaine théorie révolutionnaire?" On ne se trompe pas. C'est bien sûr qu'une occupation d'usine attaque l'ordre bourgeois, mais c'est bien sûr aussi que les mineurs de Decazeville sont inconscients de cela. Leur grève sur le tas n'est pas causée par des idées sur ce point là, mais leur est dictée par les circonstances. On pense bien : le propriétaire de la mine, c'est-à-dire l'Etat Français, annonce la fermeture. On peut résister à cela par une grève de type ordinaire, et descendre dans la rue? Si oui, on crée justement une situation qui est exactement celle que désire le gouvernement. On fait ce que la direction veut; celle-ci ferme la porte derrière le dernier gréviste qui quitte l'usine. Et les grilles resteront fermées, et on dirait plus tard: on regrette beaucoup, mais ce n'était pas la peine de rouvrir la mine pour une partie seulement des ouvriers. Et voilà exactement ce que les mineurs voulaient empêcher. Alors au fond.

Cette décision une fois prise, les choses se développent par leur propre logique. Parce qu'un gouvernement ne peut pas tolérer que les mineurs de Decazeville restent sur le tas. Pour un certain temps, oui, mais enfin il faut que quelque chose se produise. Peut-être un bureaucrate syndical réussira avec des promesses assez

vagues, à faire sortir les ouvriers du puits. Peut-être le gouvernement lui-même fera une promesse qui ne dit rien et qui n'oblige à rien. Mais si ces tentatives ne donnent aucun résultat, les C.R.S. viendront.

Dès ce moment, les mineurs de Decazeville se voient placés devant les forces de l'Etat capitaliste; ils font l'expérience directe qu'une résistance comme celle qu'ils ont faite, une lutte pour le maintien des petits privilèges du mineur pour le maintien de leur standard de vie, est devenue un conflit armé avec toute la violence que notre société peut contenir.

Et voilà ce qui est remarquable. Il paraît que les grévistes belges commencent une lutte beaucoup plus importante que les mineurs de Decazeville, qui ne luttent que pour leurs privilèges. Mais qu'on regarde bien la petite action des mineurs aveyronnais née de circonstances matérielles, qui prend tout à coup le caractère d'un grand conflit, et ce sont les mineurs eux-mêmes qui sont le plus surpris.

Voici un bon exemple de ce qui se passe dans la société et dans la lutte des classes. Pour celui qui observe bien, il y a une grande leçon ici. La leçon qu'une couche prolétarienne qui lutte pour ses privilèges, sans le savoir et parfois avant qu'elle le comprenne, se trouve en pleine guerre avec la société moderne. C'est ainsi que la lutte des classes se développe. Et dans cette lutte de classes, les beaux slogans et les idéaux politiques sont de plus en plus absents.

Un raisonnement matérialiste, vous dites? En effet, même un raisonnement de matérialisme historique, mais les faits de la vie sont ainsi!

## notes de lecture

" PRESENCE du SYNDICALISME LIBERTAIRE " - Louis Mercier - Préface de Roger Hagnauer - Ed. Union des Syndicalistes .

Je voudrais que les lecteurs du Bulletin ne voient dans la critique de cette brochure que l'expression d'une opinion personnelle. Il reste aux copains le gros boulot d'étudier ce qui a été et ce qu'est devenue la tendance du "syndicalisme révolutionnaire", notamment en France. Cette tendance qui pendant une décennie environ, fut majoritaire au sein du mouvement ouvrier (des débuts de la C.G.T. jusqu'en 1914) a survécu. - La brochure de L. Mercier en donne la preuve -, et mériterait qu'on y consacre plus que ces quelques lignes. Elle a eu ses grands noms: Pelloutier, Douget, Griffuelhes, le métaphysicien Sorel et enfin Monatte, à qui, essentiellement, elle doit sa survie. Battue par les moyens les plus déloyaux employés par Jouhaux au cours de la guerre de 1914-18, la tendance "syndicaliste révolutionnaire" fut ensuite en grande partie emportée par le courant communiste. Le noyau fidèle se partagea dans la période d'entre les deux guerres, entre la C.G.T.S.R. (de Besnard) et la "Révolution

Prolétarienne" de Monatte. Deux solutions à leurs problèmes de syndicalistes purs: ou leurs syndicats et leur Centrale, ou la minorité organisée. Mais déjà pour cette minorité organisée le choix était fait; il s'imposait d'ailleurs, c'était l'opposition à sa majesté Jouhaux. Et effectivement, ce fut la règle, à quelque exception près. C'est pourquoi j'ai pu souvent dire qu'à tout bien considérer la tendance groupée autour de "La Révolution Prolétarienne" se présentait comme un réformisme de gauche. Sur un autre plan, j'ai aussi très souvent assimilé le noyau de la R.P. à un parti syndicaliste: une tendance organisée, avec une "philosophie" (voir Hagnauer) une morale, des principes, et sa conception du pouvoir ("Tout le pouvoir aux syndicats" - articles de la R.P. sur la Révolution Espagnole), c'est tout ce qu'il faut pour être un parti. Mon opinion sur ce point ne peut que se renforcer au cours de la loyale et fraternelle collaboration avec les camarades "syndicalistes révolutionnaires" des Cercles "Lutte de classe" de 1937-39.

Rien de bien changé depuis la dernière guerre. Les "syndicalistes révolutionnaires" se sont presque tous retrouvés dans F.O., à la grande joie de Jouhaux, puis de Bothereau, trop heureux de disposer d'une gauche dont l'anti-communisme virulent en faisait la prisonnière du réformisme.

Mais cette brochure de Louis Mercier? Ce syndicalisme libertaire? Venons-y. Il y a malheureusement une préface au texte de Mercier. Qu'elle soit d'Hagnauer est peut-être regrettable. Mais c'est ainsi, et Hagnauer nous dit:

"Parler du syndicalisme libre, c'est rendre hommage au régime politique qui accorde cette liberté (et cela vaut peut-être la peine de le défendre) ".

Hagnauer a beau ajouter que "le syndicalisme "libertaire" s'affirme capable par ses propres forces de réaliser sa liberté et d'accomplir tout ce qu'elle porte en elle", il a quand même mangé le morceau. Les syndicats libres, on sait ce que c'est. C'est du même cru que l'enseignement "libre". Ces "syndicats libres", c'est le fric américain, sans lequel F.O. n'existerait pas. Quant au régime politique que cela vaut peut-être la peine de défendre, nous le connaissons aussi. Louzon, de la "Révolution Prolétarienne", nous avait dit de quel bloc il s'agissait, lors de la guerre de Corée, et jusqu'où sa défense pouvait mener. Merci, nous ne marchons pas. Pour nous, pas de choix entre la peste et le choléra. Je reprends là une formule de notre vieux camarade Bonet, en 1941.

Après la préface d'Hagnauer, et avant d'en venir au texte de Mercier, voyons ce Manifeste de l'Union des Syndicalistes, conclusion de la brochure. Que nous dit-il? En gros: régénérer les syndicats ou reconstituer des syndicats bien propres. J'ai suffisamment participé à de telles tentatives pour conclure que, depuis 1936 notamment, c'est une belle illusion. Les syndicats les plus propres ne tardent pas à s'intégrer au régime et servent à contenir les travailleurs à la place que celui-ci leur assigne. Je me permets de renvoyer nos lecteurs à l'étude de notre camarade Simon (Noir & Rouge, N° 19) qui traite de l'évolution des syndicats dans la période actuelle.

Autre chose est de mener dans les syndicats ou hors d'eux, dans les entreprises, une saine lutte de démystification. Et nous pourrions la mener avec nos camarades syndicalistes "révolutionnaires" ou "libertaires", s'il voulaient bien être avant tout libertaires et révolutionnaires et garder leurs illusions syndicalistes pour leurs veillées entre copains de même obéissance.

J'arrive au texte de Mercier. A vrai dire, je reconnais mal le jeune Mercier de "Revision", cette courageuse petite revue anarchiste de 1936-37. Mercier ne revise plus; j'ai l'impression qu'il maquille. Pourquoi cette trouvaille de syndicalisme "libertaire". Pas pour faire plaisir à Bothereau, tout de même ! La confusion entre libre et libertaire, laissons là donc à Hagnauer. Je pense que le "libertaire" de Mercier lui sert simplement à annexer toutes les tentatives des travailleurs pour secouer leur joug et cela des deux côtés du rideau de fer. Mon prétre ouvrier, le R.D. Ferrin, me déclara un jour à l'usine: Vous êtes un chrétien qui s'ignore, nous communions dans l'Amour des Hommes, à l'exemple de notre Seigneur ! Comme s'il était besoin d'être chrétien ou syndicaliste libertaire pour se dresser contre l'exploitation. C'est tellement plus simple de constater que partout dans notre monde, les travailleurs se défendent, quelles que soient leurs convictions et leurs idéologies héritées du passé, ou même l'absence des unes ou des autres, ou même encore le plus complet septicisme par rapport aux uns et aux autres.

A quoi bon Mercier tirer ainsi la couverture à soi ? Pourquoi amexer les ouvriers hongrois et ceux des grèves "sauvages"? Tu es si peu sûr de toi que plus sagement, tu ramènes quand même à la condition sociale, à la situation économique de la société actuelle les réelles causes des réactions ouvrières (p.42). Que les anarcho-syndicalistes "comptent sur les rapports sociaux eux-mêmes pour rendre aux syndicats leur rôle propre", qu'ils "cherchent en permanence à rendre le syndicat aux travailleurs" ça part bien sûr d'un bon sentiment, mais la réalité rend ces efforts utopiques. Cette réalité nous offre de plus en plus d'exemples d'actions débordant les syndicats ou entreprises malgré eux, et même contre eux. Au cours de ces actions, les travailleurs créent des organismes ressemblant beaucoup plus aux Conseils qu'à de nouveaux syndicats. D'ailleurs, ces organismes durent ce que dure l'action, comme si ceux qui les créaient comprenaient que construire quelque chose de permanent conduit à une adaptation ou une intégration au régime d'exploitation.

Cette adaptation, ou cette intégration, qui a été l'aboutissement des efforts faits par les travailleurs en ce qui concerne les coopératives de production et surtout de consommation, s'est révélée plus dangereuse encore pour les syndicats lorsque les classes dominantes ont compris qu'elles pouvaient les utiliser pour embrigader les exploités.

Une autre critique au texte de Mercier. Il traite assez longuement des transformations survenues dans la structure des sociétés industrielles et notamment de l'accroissement des "employés" par rapport aux "ouvriers". Heureusement, il n'en fait pas état, comme bon nombre de réformistes ou d'idéologues du capitalisme d'Etat, pour chambouler les conceptions de la lutte des classes. Il s'en sert surtout pour pourfendre le marxisme. Or, Marx n'a jamais prétendu être Nostradamus et il me semble peu utile de baser une critique du marxisme sur certaines de ses hypothèses. Un travail plus sérieux s'impose.

Quant aux activités "tertiaires" aux nouvelles classes moyennes, c'est un sujet très à la mode. J'ai déjà eu l'occasion d'amorcer une discussion dans d'autres notes de lecture. A force de mettre tertiaire entre guillemets, comme le fait aussi P. Cardan dans "Socialisme ou Barbarie", il faudrait essayer de faire un sort à cette histoire.

Les critiques principales étant faites, sachons reconnaître que le texte de Mercier contient d'excellentes choses. Ce qui frappe le plus, c'est ce souffle d'internationalisme qui aère toute la brochure. Il y a aussi tout ce que

Mercier voudrait annexer: conscience et solidarité de classe, morale prolétarienne.

Il n'empêche que la lecture de cette brochure crée un malaise. On sent tout ce qui peut nous unir, mais on sent aussi que derrière cet acharnement à défendre le syndicalisme, il pourrait y avoir...ce que nous propose Hagnauer.

Encore une fois, opinion personnelle. Aux copains de lire cette brochure, d'en discuter entre eux, et avec les camarades de l'Union des Syndicalistes. Un travail en commun n'est pas impossible quand tout est bien éclairci.

( H. Chazé )

## liasons

### Camarades d'Entreprise de Paris:

15 camarades ont assisté à la réunion inter-entreprise de Paris. le Samedi 17 février.

I- Un CAMARADE de BORDEAUX: parle de l'expérience menée dans son entreprise (usine d'aviation Dassault) par une dizaine d'ouvriers, et de l'insertion de ce travail dans les milieux d'avant-garde de Bordeaux. Nous en avons déjà parlé dans le numéro d'ICO de Septembre 61, avec des extraits de textes.

Ce qui suit est le résumé de la discussion et des réponses aux questions posées.

Sur le plan de l'entreprise, leur action s'est faite dans deux sens:

- une critique du fonctionnement interne de la section syndicale C.G.T. faite de l'intérieur du syndicat (certains étant syndiqués CGT, l'un ayant été secrétaire de la section et délégué) sous la forme de notes critiques remises aux syndiqués. Ce travail est évidemment considéré comme "travail fractionnel" de la part des bonzes syndicaux, et doit amener prochainement des réactions assez violentes du syndicat CGT (exclusion des camarades).

- la publication d'un bulletin d'entreprise: "Libres opinions" dans lequel chaque travailleur peut s'exprimer: de fait, une dizaine d'ouvriers non militants, certains n'ayant jamais appartenu à des syndicats, assurent pratiquement en dehors des militants initiateurs de ce bulletin, à la fois la rédaction, le tirage et la diffusion. Plus de 200 bulletins sont ainsi diffusés à l'intérieur de l'usine régulièrement depuis six mois, auprès de lecteurs répartis dans différents ateliers. Les responsables CGT "ignorent" ce bulletin; la CFTC a fait des avances, et comme cette séduction ne donnait rien, a cessé tous rapports. Les textes des camarades concernant des sujets les plus divers et ceux-ci sont publiés, quelle que soit l'opinion exprimée. Pratiquement il est envisagé une parution toutes les

trois semaines et non plus mensuelle, et un élargissement sous la forme d'assemblées de lecteurs. Mais il est difficile de dire la suite de cette expérience (notamment ce qu'elle sera si elle est attaquée par la CGT et le PC).

Sur le plan de l'entreprise, en relation avec les événements, les camarades pour bien marquer leur position de défense ouvrière, et non de défense politique du pouvoir à la remorque des partis, vont proposer aux ouvriers la formation d'un "Comité d'action ouvrière et antifasciste" formé de délégués élus par atelier. Nul doute que cette proposition ne déclenche les violences de la CGT. Le camarade fait allusion à l'attaque par un commando du P.C. de militants des "Voix Ouvrières" diffusant un bulletin d'entreprise à l'entrée de la SAVIEM à St Cuen (dont nous parlons par ailleurs). Le problème se pose dans la période actuelle, d'une défense commune contre des attaques de ce genre; en effet, sous le couvert de la "lutte contre l'OAS et le fascisme", le P.C. peut utiliser le "moment psychologique" pour tenter d'éliminer-ou de salir- tous les mouvements autonomes qui les gênent. Pour cette défense nous devrions essayer de surmonter nos différends.

Sur le plan local, ces camarades sont en contact étroit avec un groupe d'étudiants, ces contacts pouvant s'orienter vers la publication d'un bulletin inter-entreprise local.

D'autres contacts sont envisagés avec ces camarades dont l'activité est très proche de la nôtre et de ce que certains d'entre nous ont vécu dans leur entreprise.

II- DISCUSSION SUR LES EVENEMENTS: large discussion à laquelle participent tous les camarades. Le texte donné au début de ce bulletin reprend cette discussion.

III- GREVE DE DECAZEVILLE: pas de discussion vu l'heure tardive.

Les camarades peuvent verser directement leur contribution personnelle ou ce qu'ils auront collecté autour d'eux directement à: André FENOUL, 2 Nouvelle Cité à AUBIN (Aveyron). trésorier du comité intersyndical. ccp. 725-86 Toulouse.

IV- DEUX CAMARADES ont assisté à un exposé de leaders CFTC fait sous l'égide de la Révolution Proletarienne. Il y avait là tous les "vieux du syndicalisme". Ceux-ci disent que la CFTC a évolué et se trouve parfois proche des positions défendues par ces "syndicalistes révolutionnaires", mais on peut se demander plutôt si ce n'est pas eux qui ont évolué pour se retrouver sur des positions de la CFTC. Voici ce qu'en écrit un camarade postier:

" La réunion avec la CFTC n'a rien eu d'intéressant et n'a rien apporté de nouveau (bonzes CFTC et CGTFO, Lapeyre est bien un bonze, se sont bien entendus et se sont bien compris). Ce qu'il y a, ce sont les militants de la base dans les deux organisations, il y a des camarades intéressants mais, le militant CFTC se pose le problème du réformisme, généralement c'est quelque chose de nouveau pour lui; il tombe des nues et c'est là ce qui peut être intéressant pour nous, alors que le militant de la CGTFO, naturellement, ne se pose pas le problème."

V- A DATER du MOIS PROCHAIN, la réunion des camarades d'entreprise (prévue pour le 10 Mars) sera suivie huit jours plus tard d'une sorte de réunion

préparatoire du bulletin, réunion restreinte à laquelle pourra participer tout camarade.

VI- A DATER du MOIS PROCHAIN, nous publierons une liste des publications reçues et une souscription permanente pour le soutien du bulletin.

LETTRE d'un camarade de NANTES:

"Je viens de recevoir des numéros de "Informations-Correspondances Ouvrières" des mois d'avril et mai 61, malgré qu'ils datent un peu, je les ai lus avec un vif intérêt; ils reflètent dans l'ensemble mes propres pensées et surtout ils sont écrits d'une façon claire, sans s'encombrer de galimatias.

" Il ne faut pas être un grand prophète pour s'apercevoir que l'humanité se dirige de plus en plus vers la dictature, quel que soit le nom dont se revêt le régime existant. Est dictatorial tout pays où l'homme est contraint d'obéir aux lois, de par la loi de conscription il devient l'esclave à part entière de l'Etat, ou de par la loi des impôts directs et indirects, il travaille de force pour l'Etat, en cela aucune différence entre la Russie des Soviets, l'Espagne franquiste, l'Amérique ou les pays d'Europe.

" Reste la liberté d'expression, verbale et épistolaire; elle a sa valeur, sa grande valeur mais que vaut-elle dans un pays tel la France où de par leur journaux à grand tirage, la télévision, le sport spectaculaire, la grande masse a le cerveau complètement obnubilé.

" Quant aux revues "Brulot", etc.. qui par leurs articles, débourent les crânes, ils ne sont lus que par des gens dont le crâne n'était pas difficile à débourent et leur nombre est restreint du moins si je me place comme libertaire, car les mêmes mots n'ont pas le même sens dans la bouche d'un socialiste molettiste, d'un communiste, d'un libertaire, exemple Liberté, Egalité, Fraternité.

"Ceci pour dire que j'admire le travail fait par les camarades composant un hebdo non conformiste, ils savent que leur travail n'a qu'une portée minime mais aussi que c'est grâce à eux qu'une petite partie de la masse reste en contact et ne se décourage pas, grâce à eux aussi que les idées, les sentiments qui animalent les Jaurès, les Reclus, les Grave, sont encore répandus et cela mérite les remerciements du lecteur."



LETRE d'un camarade du MIDI:

"... Nous abordons des semaines qui peuvent amener du grabuge. Le Grand Charles devrait s'en tirer. Il est en place alors qu'en 1934, le recours à Dommergue n'a eu lieu qu'après les coups de tampon. Et puis les influences internationales ne sont pas si importantes. Je pense évidemment à 34 à cause de la date de février. Le 9, il y eut 11 morts dans ce même quartier du IIème, riche d'histoire du mouvement ouvrier. Le 13 c'était le début des processions de la Bastille à la Nation, la naissance du Front Populaire. Les "masses" étaient canalisées."

"... Un 13 février qui rappelle le 13 février 1934. La grande foule et le genre procession. Qui tirera les marrons du feu? Il va falloir distinguer ce qu'il y a de positif dans cette participation massive à la manifestation, et le fait qu'elle sera utilisée. Une discussion collective peut seule mettre en lumière tous les aspects de cette question."

LETRE d'un camarade postier:

" Sur Decazeville, les trois syndicats décident une collecte mais la CGTFC refuse de mettre en tête "Collecte organisée par CGT, CFTC, et CGTFO", elle veut: "Collecte organisée par le personnel du bureau-gare de PARIS-PLM". Refus des deux autres organisations qui ont fait une collecte avec en tête "Collecte organisée par la CGT et la CFTC". Dans un tract la CGTFO a donné son explication, elle a demandé aux camarades de verser malgré tout, elle ne s'y opposait pas, mais elle ne voulait pas que le malheur d'autres ouvriers soit accaparé par des chapelles syndicales. La collecte a été accueillie assez froidement (la CGTFO l'avait-elle sentie c'est possible, je crois que là ils sont plus forts que les autres, ils semblent avoir de meilleures antennes, de mieux connaître le pouls de la masse): c'est un truc qui doit disparaître, c'est normal, etc... ils ont d'excellentes conditions, nous on en voudrait bien autant, etc... Si le prochain IGO met un texte à ce sujet je pense qu'il faudrait insister sur le soutien de l'Etat qui amène en définitive toujours ces phénomènes anachroniques, la transformation au lieu de se faire lentement, ce qui est normal dans une économie souple, doit être faite brutalement en raison même du soutien de l'Etat ou des profits d'entreprises privées, qui ne veulent que profiter. Economiquement, l'Etat est donc un incapable. "

Des travailleurs en LUTTE:

Bien que les syndicats mettent au repos toutes les luttes revendicatives, celles-ci n'en continuent pas moins; l'actualité, même à l'échelle de l'Algérie, sert de rideau de fumée. Mais les travailleurs doivent vivre, c'est-à-dire travailler et être exploités. Le fait que les "partis ouvriers" et les syndicats se retrouvent pratiquement pour soutenir De Gaulle (on ne critique que quelques ministres) est doublement équivoque pour les travailleurs. La grève de Decazeville est exemplaire en ce sens: la lutte sociale des mineurs prévaut sur tout autre considération "d'intérêt national". De même les 1000 ouvriers de la raffinerie Mobiloil à N.D. de Gravenchon (Seine-Maritime) en grève totale depuis plusieurs jours.